

Une lettre appelle Macron à reconnaître les erreurs de la France au Rwanda

The Times of Israel, 25 mars 2019

La lettre est publiée à l'occasion des 25e commémorations du génocide contre les Tutsis, organisées le 7 avril prochain à Kigali, au Rwanda.

Dans une lettre de l'European Grassroots Antiracist Movement, son président, Benjamin Abtan, également coordinateur du Réseau Elie Wiesel de Parlementaires d'Europe, appelle la France et son président Emmanuel Macron à « énoncer un discours de vérité » concernant le génocide au Rwanda.

La lettre est publiée à l'occasion des 25e commémorations du génocide contre les Tutsis, organisées le 7 avril prochain à Kigali, au Rwanda.

Emmanuel Macron ne participera pas à la cérémonie mais y sera représenté par le député La République en marche (LREM) de la 2e circonscription des Côtes d'Armor, Hervé Berville, accompagné d'une délégation de parlementaires. Orphelin d'origine rwandaise, Berville a été adopté en 1994, à l'âge de 4 ans, par une famille bretonne.

La lettre de l'European Grassroots Antiracist Movement a été signée par une longue liste de figures du monde politique, associatif, culturel, médiatique ou judiciaire. Parmi les signataires, on retrouve ainsi Beate, Serge

et Arno Klarsfeld, dirigeants des Fils et Filles des Déportés Juifs de France et avocat ; Richard Prasquier, administrateur de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah et ancien président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France ; ou encore Daniel Cohn-Bendit, Marek Halter, ou le prix Nobel de la Paix Leymah Gbowee.

Le Times of Israël publie l'intégralité de la lettre ci-dessous.

**25e commémorations du génocide contre les Tutsis :
« M. le Président, il est temps d'énoncer un discours de vérité ! »**

Monsieur le Président,

Voilà 25 ans que le génocide contre les Tutsis a été perpétré au Rwanda. Pendant trois mois, plus d'un million de personnes furent exterminées par les extrémistes rassemblés au sein du mouvement Hutu Power, avec une participation populaire massive. Les conséquences de ce génocide se font sentir jusqu'à aujourd'hui. Ce passé, pour la France surtout, ne passe pas.

Depuis votre élection, vous avez envoyé des signaux laissant espérer une rupture avec le déni et l'omerta qui ont

caractérisé la position de la France depuis le génocide. Après 25 ans, il est désormais temps d'effectuer des pas décisifs pour la vérité et la justice.

Monsieur le Président, le 7 avril prochain, votre place est à Kigali. Au sein des plus hauts représentants de la communauté internationale. Au près des rescapés. La France avait annulé sa participation aux 20e commémorations du génocide, votre présence cette année réparera cette indignité.

Ce que les rescapés, la jeunesse et la société civile de France, du Rwanda et d'Europe attendent de vous, c'est tout d'abord un discours de vérité.

Alors que, dans ses tentatives de falsification de l'Histoire, le négationnisme n'a pas abdicé, vous devrez commencer par rappeler l'évidence : en 1994 a eu lieu un génocide au Rwanda, celui contre les Tutsis.

Vous devrez expliciter les mots prononcés à Kigali en 2010 par votre prédécesseur à la tête de la République française, le président Nicolas Sarkozy, qui reconnaissait que « des erreurs d'appréciation et des erreurs politiques ont été commises ici et ont eu des conséquences absolument dramatiques ». Vingt cinq ans après le génocide, le temps d'une génération, ce second pas s'impose : à vous qui voulez ouvrir un avenir délesté du poids des méfaits du passé, il revient de dire ces « erreurs » qui furent « commises ». C'est par l'énonciation de vérités difficiles, exigeantes mais incontournables que se trace un chemin d'humanité.

Car le fait est établi : une politique de collaboration a été menée avant, pendant et après le génocide par une poignée de responsables placés au plus haut niveau de l'appareil d'Etat à la fin du second septennat de François Mitterrand. Cette politique était secrète. La France, sa population

comme ses institutions, le Parlement notamment, en ont été sciemment tenus dans l'ignorance. La République ne peut être comptable de ces « erreurs », cela doit être acté.

Vous devrez placer la justice au cœur de cet avenir. Seuls trois procès de génocidaires ont eu lieu depuis 1994. L'impunité de fait dont bénéficient les génocidaires et leurs complices est inacceptable. Pour permettre à la Justice de faire son œuvre tout en élargissant le champ de la connaissance, il faut ouvrir la totalité des archives en les rendant accessibles, ce qu'avait promis en 2015 votre prédécesseur, le président François Hollande, mais qui est resté lettre morte.

Enfin, vos paroles devront ouvrir une nouvelle ère de relations pleines et entières entre les sociétés française et rwandaise. La jeunesse en sera son cœur battant. Il serait injuste de lui faire porter un héritage funeste. Faire en sorte que des jeunes des deux pays se rencontrent, partagent leurs histoires, leurs expériences, leurs espoirs et leurs rêves, sera la plus belle manière de leur permettre de dessiner les contours d'un avenir partagé et apaisé, pour les générations actuelles comme pour les futures.

Monsieur le Président, la France a rendez-vous avec l'Histoire. Tenir un discours de vérité, faire œuvre de justice et aider les jeunes à se rencontrer est la voie à suivre pour faire passer ce passé qui ne passe pas, rendre hommage aux victimes, apaiser les souffrances des rescapés et permettre aux sociétés française et rwandaise de se projeter pleinement ensemble vers l'avenir.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.